

Sports | Formation

# Rebondir après le flop du centre sportif

► Tollé général à Liège après la décision du gouvernement wallon.

► On s'accroche à deux espoirs : la coopération et une révision ultérieure.

Le projet d'un centre de formation pour sportifs de haut niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles avait déjà pris une sérieuse dose de plomb dans l'aile l'automne dernier, quand il s'avéra que le gouvernement communautaire ne lui consacrait

aucun budget en 2012. Les blocages décisionnels entre les ministres les plus concernés, chacun défendant son fief, ont fait le reste.

Pour Liège, la décision minimale prise dans la nuit de lundi à mardi n'en a pas moins le goût amer d'une guerre perdue sans avoir pu livrer bataille, alors que les plans de campagne avaient été longuement et savamment préparés... Le hall indoor d'athlétisme (principalement) octroyé à Louvain-la-Neuve n'a, en effet, plus rien à voir avec le projet d'un grand pôle multidisciplinaire. Il ne s'agit plus ici que d'un budget de 25 millions, contre quelque 70 prévus initialement. Mais une question taraude plusieurs décideurs liégeois : pourquoi, après cette révision

à la baisse du cahier des charges, ne pas avoir remis les candidats en concurrence ? Ceux qui ont élaboré les projets Speed (Liège) et Apogia (Louvain-la-Neuve), de grande qualité l'un et l'autre, auraient sans doute apprécié qu'on sollicite leur expertise sur l'hypothèse d'une réduction à l'athlétisme. Quant à l'argument, invoqué notamment par la Ligue belge francophone d'athlétisme (LBFA), de la grande densité de la région bruxelloise en affiliés et en clubs, il n'a pas convaincu à Liège. Le professeur Marc Cloes (ULg), coordinateur du groupe de travail Speed, relève que pour la moitié des fédérations de sport impliquées, c'est la Cité ardente qui comprend le plus grand nombre de membres. La joute des chiffres



Se passera-t-on de la compétence du CHU de Liège en matière de médecine sportive ?

entre les deux villes universitaires n'est pas près de s'arrêter.

Mais les conséquences, dans tous les cas, sont lourdes. A terme, des investissements en infrastructures prendront une autre direction que celle de notre Alma Mater. Et avec ces derniers, des vocations sportives choisiront de se déployer dans le Brabant wallon plutôt que sur les terres principautaires. Reste deux (maigres) espoirs auxquels s'accrocher en bord de Meuse. Le premier est la porte ouverte par le ministre Marcourt, évidemment très mal pris, à un réexamen du dossier en fonction de l'évolution budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Après l'athlétisme à Louvain-la-Neuve, la natation à Liège, le tennis à Mons ?... De

quoi réjouir les ex-ministres des Sports Claude Eerdeken et Michel Daerden, qui avaient en leur temps envisagé une telle distribution entre plusieurs implantations. Quant à savoir si la cohérence et l'efficacité y trouveraient leur compte...

Mais il ne s'agit pas ici de court terme. La dèche régionale est durable. L'autre perche à saisir, en attendant, serait celle des coordinations d'activités auxquelles les trois universités (UCL, ULB et ULg) ont été invitées. La compétence liégeoise particulière en matière de médecine sportive, notamment, pourrait trouver ici à s'employer.

Paul Vaute

→ Voir aussi en pages 6-7 & 64.

Christophe Lacroix (Province)

“Un jeu de dupes”



Digérer “Je suis quelqu'un de constructif mais je pense que le ministre Antoine a véritablement dépassé les bornes et qu'il s'agit d'un jeu de dupes”, déclare le député provincial socialiste Christophe Lacroix, en charge des Sports.

Et de poursuivre : “Dès le début de son mandat, il annonçait vouloir faire de ce dossier son cheval de bataille. Quant à l'argument de la crise qui est désormais invoqué, il est ridicule car celle-ci était déjà connue dans son ampleur en 2008. Alors, soit le ministre est incompetent et n'a pas anticipé l'avenir, soit il s'agit en l'espèce d'une manœuvre politicienne d'une autre époque. Le choix opéré d'installer un hall de 25 millions d'euros exclusivement dédié à l'athlétisme à Louvain-la-Neuve, qui correspond à la volonté du ministre, est dommageable tant pour le sport de haut niveau que pour Liège. Le ministre annonçait que le sport sortirait gagnant, mais il a tout perdu. Je pense aux autres fédérations sportives ainsi qu'à l'Université de Liège qui avait investi dans le projet. Il va maintenant falloir digérer la décision et rebondir”. B. B.

Veronica Cremasco (Ecolo)

“Une non-décision”



Espoir “Je suis interloquée par ce qui ressemble, comme l'a exprimé le ministre Marcourt à la sortie du gouvernement wallon, à une non-décision, s'étonne le député régional écolo Veronica Cremasco. Pourtant, le projet du centre sportif est présent depuis 2009 dans la déclaration de politique communautaire et le ministre Antoine en avait fait son cheval de bataille”. D'autres constats et d'autres interrogations : “On avait également dit – et Ecolo en est pour beaucoup – que désormais, le saupoudrage et l'émiettement des investissements, c'était du passé. Or, ici, cela paraît être le cas. Je me pose en tout cas des questions et j'attends des précisions du ministre. Un phasage est-il oui ou non prévu ? A Louvain-la-Neuve, à Liège ou bien ailleurs ? Je laisse en quelque sorte le bénéfice du doute au ministre Antoine. Pour ma part, je refuse toute comparaison avec le projet du tram qui, s'il a été quelque peu raboté, a aussi été phasé. J'ose espérer qu'il ne fut pas question de marchandage politique”. Et de conclure : “C'est en tout cas un coup dur porté à Liège mais l'espoir n'est pas mort”. B. B.

Christine Defraigne (MR)

“Du marchandage”



Joujou Pour le député régional MR Christine Defraigne, pas de doute : “La décision prise par le gouvernement wallon montre que la crainte d'un marchandage politique était bel et bien fondée. C'est une démonstration éclatante d'un marchandage entre ce dossier et celui du tram liégeois”. Et de poursuivre : “Le ministre Antoine a voulu donner un joujou à Louvain-la-Neuve et après un tram au rabais, c'est désormais le tour du centre sportif. La politique menée est une politique de donnant donnant et le tram a servi de monnaie d'échange. Cela montre aussi l'incapacité du gouvernement wallon de mener des projets à bien”. Les difficultés budgétaires ? “Certes, elles sont réelles, mais la crise financière date déjà de 2008. Ce dossier du centre sportif était en plus présenté comme un élément phare de la législation. On voit ce qu'il en est advenu au bout d'une procédure de sélection qui a consisté en une mascarade. Les autorités liégeoises se sont réveillées tard et le CDH n'a rien fait pour ce dossier. Or, il était considéré comme vital par l'Université de Liège”. B. B.

Michel de Lamotte (CDH)

“On a été coincés”



Maintenir Le CDH, en tout cas, n'enverra ni fleurs ni pralines au ministre Antoine pour le remercier. “Nous sommes déçus pour notre ville. On avait misé sur le projet liégeois”, nous dit d'entrée de jeu le député wallon humaniste Michel de Lamotte, par ailleurs conseiller communal à Liège. La résignation, toutefois, l'emporte sur l'indignation, le gouvernement devant faire face à des besoins criants en matières économiques, sociales, éducatives... : “Le rêve a été rattrapé par la réalité budgétaire. D'ailleurs, l'infrastructure n'a été accordée que pour une activité sportive particulière. Pour le reste, le dossier sera toujours sur la table si des possibilités reviennent à l'avenir”. Mais pourquoi, après avoir révisé le projet, ne pas l'avoir renvoyé aux villes concurrentes pour comparer leurs offres ? “C'est un choix, explique le parlementaire. Le gouvernement devait trancher. On n'allait plus discuter indéfiniment. Mais je le rappelle, je suis déçu. On a été coincés dans les difficultés budgétaires. Je ne perds pas l'espoir que le dossier reviendra. Le CDH maintiendra la candidature de Liège”. P. V.

Isabelle Simonis (PS)

“Ce n'est pas gai”



Choix “Je suis bien triste, évidemment. Par ailleurs, on est très loin du projet initial en raison de la conjoncture économique. Je prends acte...” Député bourgmestre de Flémalle et président du groupe PS au Parlement wallon, Isabelle Simonis reconnaît sans peine que la solidarité avec la majorité en place est aujourd'hui lourde à porter : “Ce n'est pas gai pour l'ensemble du monde sportif”. Peut-on envisager, comme l'a laissé entendre le ministre Marcourt, que le processus soit relancé à l'avenir ? “Je l'espère, nous dit la mandataire. La Région et la Fédération ont dû faire des économies importantes cette année et il y a eu aussi une constitution d'une réserve. Si celle-ci n'est pas nécessaire, il y aura là des moyens qui pourraient être affectés au sport”. Mais bon, pas trop d'illusions quand même pour le court terme... “Un projet sportif d'envergure comme une piscine olympique représente 20 millions d'euros, pratiquement autant que le hall d'athlétisme de Louvain-la-Neuve”. En attendant, Isabelle Simonis appelle surtout le gouvernement à se souvenir du soutien dû aux régions en difficulté... P. V.

Marc Cloes (ULg)

“Pas l'air équivalent”



Traitement Le professeur Marc Cloes, coordinateur du groupe de travail “Speed”, en charge du dossier liégeois pour l'obtention de l'implantation du centre sportif, fait part de son étonnement et de sa déception. “Nous sommes assez étonnés par la décision prise par les ministres wallons et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et pour ne rien vous cacher, nous avons le sentiment que le traitement des dossiers n'a pas été équivalent”, regrette le professeur Cloes. “Le cahier des charges était très sérieux. Nous l'avons respecté scrupuleusement, contrairement à Louvain-la-Neuve qui a proposé des aménagements, sans que cela ne semble choquer qui que ce soit”, ajoute-t-il. Quant à l'argument budgétaire avancé par le ministre wallon des Sports André Antoine, il ne tient pas la route pour l'universitaire. “Louvain-la-Neuve va recevoir 25 millions pour une piste d'athlétisme ? Nous pouvions en construire une de qualité pour 10 millions. S'il fallait faire du “low cost”, pourquoi ne pas aller au bout de la démarche ?” (Belga)

Pompiers  
Un risque d'actions surprise

Après concertation en intersyndicale, les pompiers liégeois ont décidé de ne pas partir en grève totale. Mais le préavis qu'ils ont déposé ce mardi les couvre pour certaines actions, comme l'explique le permanent SLFP Peter Vandenberg. “Si nous constatons que les engagements théoriques pris par la direction de l'intercommunale d'incendie, concernant une amélioration du bien-être au travail, ne se concrétisent pas, nous mènerons des actions surprise, dans les semaines à venir. Nous souhaitons continuer à mettre la pression sur la direction qui doit comprendre que nous ne rendons pas les armes”. I. L.

Patrimoine  
Avis de vol

Entre le dimanche matin 26 février et le lundi soir 27 février, le vol d'une œuvre en bois a été commis dans le bâtiment d'accueil de la collégiale Saint-Barthélemy à Liège. Il s'agit d'un cadre en chêne sculpté (ancien “horaire des messes”), daté de 1766, qui était accroché au mur situé à droite de l'entrée de l'église. Il est demandé aux personnes qui remarqueraient cet objet – dans une brocante par exemple – d'appeler directement la police.



ART&HISTOIRE ST-BARTHELEMY

Judiciaire

Le mandat d'arrêt de la policière infanticide confirmé

La chambre du conseil de Verviers a confirmé mardi, pour trois mois, le mandat d'arrêt à charge de Sandra K., cette policière de Wareme âgée de 37 ans, poursuivie pour assassinat et tentative d'assassinat sur ses deux enfants le 11 novembre dernier dans les bois de Stoumont. La défense de la policière réclamait sa remise en liberté sur base d'un rapport d'experts qui conclut à l'irresponsabilité de l'inculpée. Les mêmes spécialistes expliquent dans leur rapport qu'elle ne doit pas être internée. Pour l'instant, l'enquête suit son cours concernant les circonstances qui ont conduit à ce drame. (Belga)

Musique  
La guitare à Verviers

La 9<sup>e</sup> édition du Festival de la guitare à Verviers a démarré lundi. Le festival s'étalera sur six semaines, jusqu'à 12 avril. Tous les genres ou presque dans lesquels s'illustre la guitare seront joués au cours du festival. Il y aura du Heavy Metal avec Fates Warning, RnB Pub Rock avec Nine Below Zero et bien d'autres. Renseignements : www.festivaldelaguitare-verviers.be

Théâtre  
Première au Trianon

La représentation de la pièce intitulée “Panique au ministère” de Jean Franco et Guillaume Mélanie aura lieu à Liège au Trianon, en Outremeuse. Après son grand succès parisien, elle sera jouée pour la première fois en Cité ardente. Le spectacle aura lieu samedi 17 mars à 19 h 30 et dimanche 18 à 14 h 30. Réservation possible du mercredi au samedi. Rens : tél. 04.342.40.00

■ D'un jour à l'autre |

## Small is beautiful

Gérer la Fédération belge et la Fédération de la Fédération Wallonie-Bruxelles en temps de crise, c'est très simple : on rabote tout ! C'est ainsi qu'après le tram riquiqui à Liège, le centre de formation pour sportifs de haut niveau de la Fédération etc... se réduit à un hall indoor à Louvain-la-Neuve. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Sur la voie de la descente des ambitions, il y a encore bien des étapes à franchir. L'Exposition interna-

tionale 2017 pourrait devenir une exposition européenne, l'Opéra royal de Wallonie se réduire à un quatuor à cordes avec un soprano, la FN produire des pistolets à eau, la tour des Finances se contenter de dix mètres de haut et le complexe commercial CityMall à Verviers faire une excellente supérette. Même si, dans les deux derniers cas, un ministre écolo risque d'être vexé. P. V.